



VIE DU COMITÉ

Assemblée plénière du CHMJS



L'assemblée plénière du Comité d'histoire s'est tenue en visioconférence le lundi 16 novembre dernier. Elle était précédée, le matin, d'une réunion du conseil scientifique.

Le rapport moral du comité, présenté par Martine GUSTIN-FALL, présidente, ainsi que les rapports d'activités et le procès-verbal de la réunion figurent dans le site du CHMJS, accessible avec le lien suivant [Assemblée plénière 2020](#).

(<https://www.sports.gouv.fr/organisation/le-ministere/comite-d-histoire/comite-d-histoire/actualites-et-vie-du-comite/Compte-rendu-des-reunions-du-CHMJS>).

Dans le rapport moral, ont été évoqués, successivement, les éléments de contexte qui ont marqué et guidé les actions du comité depuis l'assemblée plénière de mars 2019, notamment les points suivants.

- La crise sanitaire a contraint le Comité à annuler la journée d'étude du 19 mars 2020, consacrée à l'histoire des « Instructeurs aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse ». Ce fut une vraie déception. Mais le Comité conserve cette journée dans ses projets ; il va réaliser, selon le programme qui avait été conçu, un document numérique, audio-visuel qui pourrait, le cas échéant, constituer une archive accessible et protégée.
- Les mandats de trois ans des membres des collèges arrivant à échéance, le bureau et le conseil scientifique ont travaillé sur ce sujet, en accord avec les personnes concernées, pour être en mesure de proposer en séance des changements qui donneront lieu à de nouveaux arrêtés de composition.
- Marianne LASSUS a fait part au printemps dernier de son orientation dans une nouvelle voie professionnelle et de son impossibilité de rester vice-présidente du comité. Malgré la déception et même la tristesse du CHMJS à l'annonce de cette décision, il a fallu réagir et se réorganiser, ce qui a été fait, en partie en collaboration avec elle.
- La décision du gouvernement de transférer les services et les personnels de la jeunesse et des sports vers le ministère de l'Éducation nationale, du fait de son nouveau périmètre, modifie profondément le paysage administratif, y compris celui du CHMJS, puisque les fonctions support du champ jeunesse et sport, confiées depuis 2010 au secrétariat général des Affaires sociales, vont, elles aussi, revenir au secrétariat général de l'Éducation nationale.
- Ces changements vont avoir un effet direct sur la composition du collège institutionnel : le SGMEN aura un siège en lieu et place du SGMAS, la cheffe de l'IGÉSR, Caroline PASCAL, remplacera le chef du service de l'IGJS, Hervé CANNEVA ; de même le chef de service des archives du SGMEN, remplacera Anne Lambert, son homologue au SGMAS, qui a beaucoup aidé le comité dans ses travaux d'archivage de témoignages oraux (instructeurs et CEPJ).

Malgré ce contexte imprégné d'instabilité, le CHMJS, modeste comité, a tenu à poursuivre son activité pour, d'une part résister à la Covid et prendre des mesures pour renforcer encore ses collègues, puis adapter son fonctionnement au nouveau cadre institutionnel.

Martine GUSTIN-FALL a été renouvelée pour un mandat de trois ans à la présidence du comité d'histoire, par un arrêté du 27 décembre 2019. Elle a réaffirmé sa motivation pour porter les projets du comité.

Elle a remercié très chaleureusement les membres du bureau - élargi souvent - qui, malgré les contraintes, étaient présents pour des réunions par téléphone, en visio-conférences, quelquefois en « présentiel » pour faire avancer les dossiers ou contribuer à des séminaires avec des interventions de grande qualité, notamment, Marianne LASSUS, Laurent BESSE, Julien FUCHS, Patrick CLASTRES, Jean-Paul CALLÈDE, Carine ÉRARD, Marie-Ange RAUCH, Claude BOLI et les membres fondateurs, toujours présents tels que Denise BARRIOLADE, Pierre FRANÇOIS, Michel CHAUX mais aussi Fabrice LANDRY, Arnaud LOUSTALOT, très impliqués dans la réalisation des séminaires « instructeurs ».

Elle a également évoqué les autres membres du collège scientifique et de celui des personnalités qualifiées, qui, souvent ont contribué à la rédaction de fiches repères, ont représenté le comité dans des instances proches ou des colloques.

Nota : on retrouvera dans le site du Comité le détail des trois rapports d'activité.



HOMMAGE



Comme le CHMJS le mentionnait dans sa Lettre n° 35, **Joël BALAVOINE** nous a quittés le 30 octobre 2010 à l'âge de 59 ans, il y a dix ans.

Né le 7 décembre 1950, il a été maître d'internat et surveillant d'externat en même temps qu'il poursuivait des études de philosophie, il réussit le concours d'Inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs en 1975.

Il est d'emblée nommé inspecteur dans son département d'origine le Pas-de-Calais, de 1976 à 1983. En septembre 1983, il devient directeur du CREPS de WATTIGNIES, poste qu'il occupera jusqu'en septembre 1991, date à laquelle il devient directeur régional d'Alsace à STRASBOURG.

En 1993, il est nommé directeur de la jeunesse et de la vie associative, fonction qu'il occupera jusqu'en janvier 2000 où il est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports. Il sera chargé de la région Picardie.

C'était un sportif de bon niveau, il a exercé son talent de handballeur aux carabiniers de BILLY-MONTIGNY et au club d'ARRAS. Il fut par ailleurs un joueur de tennis assidu et un pratiquant de cyclotourisme.

Depuis 1993, il était président de la Fédération générale des pupilles de l'enseignement public (les PEP), après en avoir été administrateur (1990) et secrétaire général (1991).

Il a été également vice-président de l'UCPA, de la JPA, administrateur des CEMÉA et secrétaire national du syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports.

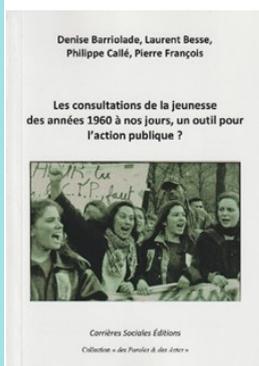
Enfin il a milité pour que l'histoire des ministères en charge de la jeunesse et des sports soit étudiée, valorisée et reconnue. Il a été président fondateur de l'association « Pour un comité d'histoire », et président du comité d'histoire officiellement créé en 2007.

Il a présenté pendant des années l'histoire de nos ministères, le sens de leur action aux nouveaux fonctionnaires des corps de la jeunesse et des sports. Sa compétence, son humanisme et son engagement militant sont un exemple.

Nota : Ce texte et cette photo nous ont été aimablement transmis par Patrice GEORGES. Elle a été affichée dans la salle de réunion (salle Joël Balavoine) de la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) de l'Aisne le 20 juin 2014.



Consultations de la jeunesse



Le Comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports (CHMJS) a organisé, le 17 mars 2015, aux Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine, une journée d'études sur le thème des consultations de la jeunesse organisées par les pouvoirs publics entre les années 1960 et les années 1990. La répétition de ces consultations interroge : faut-il y voir une permanence d'un mode d'intervention publique, par-delà les changements survenus dans ce champ ? Ou bien une imperméabilité de la jeunesse aux mesures qui lui sont destinées ? Ou plus simplement une difficulté pour les pouvoirs publics à préciser leurs desseins face à une catégorie sociale problématique ? Ou, finalement, une simple action de communication politique ? Centrés sur la France, les débats prennent également en compte la dimension européenne.

Le CHMJS est heureux de vous annoncer la publication récente des actes de cette journée d'étude :

Les consultations de la jeunesse des années 1960 à nos jours, un outil pour l'action publique ?

Carrières Sociales Éditions, Collection "des paroles et des actes", octobre 2020, 12 €.

Collection **HOMO LUDENS** de l'INSEP



Phénomène social majeur du XXe siècle, le sport, longtemps délaissé par les milieux intellectuels, retient aujourd'hui toute leur attention en tant qu'il nous éclaire sur notre société et sur les enjeux d'un corps humain toujours plus performant.

Cette collection rassemble des entretiens, réalisés à l'INSEP (Institut national du sport, de l'expertise et de la performance), qui interrogent le sportif, cet *homo ludens* contemporain, de façon inédite, en convoquant la sociologie, la philosophie, l'histoire, la politique, l'anthropologie, l'économie, les sciences et techniques.

La collection **Homo ludens, le corps en jeu**, est un espace de pensée et de libre parole.

La collection propose 4 à 6 ouvrages par an.

En 2020, ont été publiés :

- * *Mes profs de gym m'ont appris à penser*, avec Michel SERRES.
- * *La vague, une métaphore de la vie*, avec Joël de ROSNAY.
- * *J'aime le sport de petit niveau*, avec Boris CYRULNIK.
- * *Le sport fait-il évoluer l'humanité ?* avec Yves COPPENS.
- * *Chez les chimpanzés, il n'y a pas besoin d'arbitre*, avec Pascal PICQ.
- * *Le sport porte en lui le tout de la société*, avec Edgar MORIN.

À paraître en 2021, des entretiens avec André COMTE-SPONVILLE, Isabelle QUEVAL, Paul VIRILIO, Robert REDEKER, Étienne KLEIN, Jean-Michel BESNIER et, en 2022, avec Alain FINKIELKRAUT, Axel KAHN, Paul YONNET, David LE BRETON, Paul ARIÈS, Georges VIGARELLO, Philippe DESCOLA.

Nota

Les manifestations, appels à communications ou parutions d'ouvrages que mentionne le CHMJS dans sa Lettre périodique n'engagent aucunement sa responsabilité, sauf pour ce dont il est à l'origine.



Comment l'aventure de *HOMO LUDENS* est-elle née ? Questions à Benjamin PICHERY

Entré à l'INSEP en 1999, après avoir enseigné l'EPS durant 20 ans à l'Éducation nationale, j'ai souhaité transmettre autrement en créant des passerelles entre la *société sportive*, les intellectuels et les scientifiques. L'une de mes lectures a provoqué un déclic. Merci à André Comte-Sponville qui dans son magnifique ouvrage *Une éducation philosophique* (PUF 1998 collection perspectives critiques) écrit un texte intitulé « La volonté contre l'espérance » qui fait référence en creux au fait sportif – à la problématique permanente du champion. « *L'excellence n'est pas d'atteindre la cible, mais de la viser bien* ». Cet aphorisme stoïcien est à l'origine de ce corpus de réflexion. La volonté contre l'espérance - ainsi la philosophie stoïcienne pouvait servir l'art du *penalty* en invitant le sportif à habiter le présent, à être tout entier dans son acte, sans pression. J'ai ainsi multiplié les passerelles – de la paléoanthropologie à l'arbitrage, de la génétique au dopage...

Le sport est relayé depuis très longtemps, dans la plupart des grands médias, essentiellement par les seuls arguments du résultat et de l'émotion. La vision complexe et critique du sport étant réduite à la portion congrue. **Pour que le sport ne reste pas un *impensé*, peut-être fallait-il le présenter comme un véritable prisme par lequel nous pouvions interroger l'ensemble de la société.**

Les préfets dans la modernisation de la France - 1953-1972

Le CHMJS avait, dans ses Lettres n° 10 et 16, présenté le colloque organisé par le comité pour l'histoire préfectorale et le centre de sociologie des organisations les 7 et 8 décembre 2017 sur le thème « Les préfets dans la modernisation de la France 1953-1972 ».

L'ouvrage qui en est résulté vient de paraître à la Documentation française. Sa préface est signée du secrétaire général du ministère de l'Intérieur.



Sommaire, préface et introduction sont accessibles avec le lien suivant :

[Les préfets dans la modernisation de la France](https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/2020-11/9782111570900_Ex.pdf)

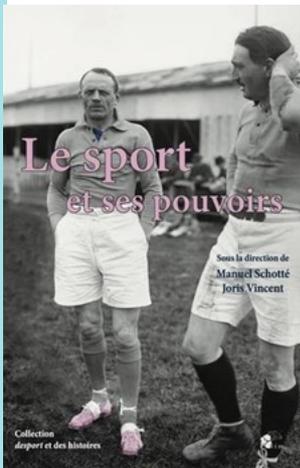
https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/2020-11/9782111570900_Ex.pdf

S'agissant du colloque organisé par le comité pour l'histoire préfectorale et le CHMJS en novembre 2019 à Lyon, « Les préfets et les sports », ses actes feront prochainement l'objet d'une publication, vraisemblablement à l'été 2021.

Le sport et ses pouvoirs

L'ouvrage [Le sport et ses pouvoirs](https://www.furet.com/livres/le-sport-et-ses-pouvoirs-manuel-schotte-9782842878085.html), sous la direction de Manuel SCHOTTE et Joris VINCENT, avec des contributions de Doriane GOMET et Julien FUCHS, membres du collège scientifique du CHMJS, vient d'être publié.

<https://www.furet.com/livres/le-sport-et-ses-pouvoirs-manuel-schotte-9782842878085.html>



Si des travaux historiques ont déjà été menés sur les liens entre sport et pouvoir, le renouvellement des méthodes et des chercheurs a permis d'identifier de nouvelles perspectives. C'est pourquoi il semblait légitime de fournir un espace de discussion pour redécouvrir ces aspects et, éventuellement, les réinterpréter. Le présent volume a souhaité réunir les contributions de plusieurs historiens autour de l'action d'acteurs reconnus (Georges de Saint-Clair, Gabriel Hanot, Paul Beulque, Fausto Coppi, Frantz Reichel), du rôle joué par des institutions peu étudiées (Syndicat des arbitres du football d'élite, Fédération française de natation, Deutsche Hochschule für Körperkultur de Leipzig, CREPS de Dinard, Fédération française des sociétés de boxe, NBA) ou encore de l'émergence d'organisations sportives fondamentales (le SCUF au début du XXe siècle, le CGEGS sous Vichy, l'UEFA dans les années 1950).

Cet ouvrage invite ainsi le lecteur à mieux comprendre les enjeux de pouvoir qui traversent le monde sportif, depuis la fin du XIXe siècle, notamment à partir d'une compréhension des réseaux et des relations qui s'y construisent.

Dans sa dernière lettre, N° 35, le CHMJS annonçait la parution prochaine du premier numéro de la *Revue d'histoire culturelle* (XVIII^e-XXI^e siècles) et souhaitait que le sport et l'éducation populaire y trouvent leur place.

Vœu exaucé dès cette première livraison avec l'article très dense de François-René JULLIARD, doctorant en histoire contemporaine, université Clermont-Auvergne et Paris-Nanterre, consacré à « William Montague Cobb et le débat sur la supériorité des athlètes noirs américains dans les années 1930 ».

Cette contribution se propose d'étudier la figure de William Montague Cobb (1904-1990) et l'article intitulé « Race and Runners » (janvier 1936) qu'il a consacré aux aptitudes des athlètes noirs américains. Dans les années 1930, l'idée selon laquelle les Noirs seraient naturellement favorisés pour les épreuves de vitesse est en voie de consécration. L'anthropométrie occupe alors une place de choix comme méthode d'administration de la preuve scientifique à l'appui de cette croyance. Dans son article, Cobb, premier docteur africain-américain en anthropologie physique, réfute cette idée en ayant à la fois recours à l'anthropométrie et à une approche sociologique inédite. Cependant, Cobb ne rejette pas le darwinisme social et racial de son temps. L'article propose d'expliquer ce paradoxe apparent par le positionnement politique de Cobb en faveur de la minorité noire américaine. De même que dans son article, il souligne le rôle de l'entraînement, donc du mérite des athlètes noirs, de même il interprète les épreuves subies par les Noirs américains au cours de l'histoire comme autant d'étapes dans un processus de sélection d'un peuple fort et résistant. Du fait notamment des performances des athlètes noirs aux Jeux de Berlin quelques mois plus tard, la démonstration de « Race and Runners » est demeurée peu audible et a été éclipsée par les explications biologiques et déterministes. Elle n'a pas mis fin aux tentatives pour prouver l'existence d'une différence naturelle fondée sur l'idée de race.

<https://revues.mshparisnord.fr/rhc/index.php?id=307>



Les sports de nature comme actions publiques : regards croisés d'experts et d'analystes.

Ouvrage d'Arnaud Sébilleau et Ludovic Martel (dir.). Préfaces de Germinal Peiro et Marina Honta. Voiron, Territorial Éditions, coll. « Les Dossiers thématiques des Presses universitaires du Sport ».

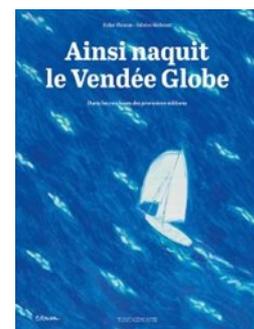
Associés à une demande croissante en matière de « loisirs », de « tourisme sportif », de « plein air », les « sports de nature » sont l'objet d'initiatives et d'actions publiques qui visent à en promouvoir et à en maîtriser la diffusion sur les territoires. Qui s'empare de ces problématiques et qui les constitue comme telles ? Comment le font-ils ? Enfin, quels sont les potentielles incidences et les effets de leurs propositions et décisions ? Destiné à tous ceux qui, à la fois, souhaitent s'inspirer d'actions existantes et se doter d'un recul réflexif sur les enjeux et effets de la problématisation publique des « sports de nature », cet ouvrage concilie analyses universitaires (sociologues, historiens, géographes, juristes) et visions des experts de la définition et de la mise en œuvre des politiques en matière d'usages récréatifs de nature. Cette double approche qui, tout à la fois, rend compte des dernières avancées institutionnelles et politiques de l'action publique en faveur des « sports de nature » et propose d'en saisir les conditions sociales et historiques de possibilité, permet à qui en fait l'effort de concilier lectures croyante et distanciée de ce qu'est ou devrait être une politique « sportive » et « territoriale » éclairée.

Nota : la *Revue STAPS* n° 129 a fait une analyse de cet ouvrage.

https://www.cairn.info/revue-staps-2020-3-page-125.htm?WT.tsrc=cairnEmailAlert&WT.mc_id=STA_129

Ainsi naquit le Vendée Globe

Revenir aux origines afin de mieux comprendre comment a été organisée cette épreuve hors norme drainant des millions de spectateurs, tel est l'angle de cet ouvrage. Une approche jusque-là inédite, que celle de donner la parole à celles et ceux qui étaient présents dès la première édition, en 1989. Ceux qui dès le départ y ont cru... Et ils n'étaient pas si nombreux que cela. Ceux qui ont donné sans compter de leur temps et de leur énergie, jour et nuit parfois, pour contribuer à l'organisation d'une course au large dont les fondements étaient à inventer. Tous sont partis d'une feuille vierge, sans moyens... À tel point que le jour du départ, le 26 novembre 1989, le budget de la course n'était pas bouclé ! Improbable mais vrai.



Éditions Rouquemoute – Auteurs : Fabrice Hodecent et Didier Planson -

Illustration de couverture : Titouan Lamazou

Préface : Nicolas Hénard, président de la Fédération française de voile.

Prix : 25 € - ISBN : 978-2-9573698-0-5

<https://boutique.rgmt.fr/livres/288-ainsi-naquit-le-vendee-globe.html>



Colonies de vacances

Une intéressante contribution au débat sans cesse repris sur l'intérêt des « colos », à l'heure où celles-ci sont revenues dans l'actualité sous l'angle des « colonies de vacances apprenantes ». « **Partir en colo et revenir changé ? Enquête sur la socialisation juvénile lors de vacances encadrées** » Pauline CLECH, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, septembre 2020.

[Partir en colo et revenir changé ?](#)

Chaque année, des séjours collectifs sont organisés par les collectivités territoriales, les associations d'éducation populaire ou de loisirs, les comités d'entreprise ou les clubs sportifs... Si la fréquentation de ces séjours collectifs fléchit de manière continue depuis 25 ans, l'expérience de la « colo » reste largement partagée par les jeunes vivant en France : en 2011, 40 % des jeunes de 18 ans sont partis au moins une fois en séjour collectif au cours de leur vie.

Par-delà les chiffres de fréquentation, on connaît peu l'effet biographique des colonies de vacances sur les jeunes qui partent et en quoi ces vacances encadrées sont distinctes des autres institutions d'encadrement juvénile (famille, école, groupe de pairs, loisirs).

Qu'est-ce que la « colo » fait aux filles, aux garçons, aux enfants des classes moyennes-supérieures ou des classes populaires, aux descendants d'immigrés, aux jeunes ruraux, ou aux jeunes urbains ? Autant de questions que l'enquête « Ce que les colos font aux jeunes », menée par l'INJEP au cours de l'été 2019, a cherché à documenter.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/276171-enquete-sur-la-socialisation-juvenile-lors-de-vacances-encadre#xtor=EPR-526>



À noter également, le colloque récemment coorganisé par EnJeu[x], l'UFR ESTHUA Tourisme et Culture, le laboratoire TEMOS et Angers Tourisme Lab, le 4 novembre 2020, avec la participation de Julien FUCHS, membre du collège scientifique du CHMJS. Le programme, accessible via le lien suivant, est téléchargeable :

[Regards croisés sur les colonies de vacances](#)

<http://enfance-jeunesse.fr/regards-croises-sur-les-colonies-de-vacances/>

Archives sportives du PAJEP



Jonathan LANDAU, archiviste du PAJEP (Pôle des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire) vient de réaliser un travail remarquable sur le sport dans les archives du PAJEP (et même ailleurs). Il est mis en ligne ici (cliquer sur Le sport / Voir l'état des sources) : <http://archives.valdemarne.fr/r/337/etats-des-sources/>

Les chercheurs en histoire, sociologie ou anthropologie du sport ne pensent pas spontanément aux fonds du PAJEP pour constituer leur matière de réflexion. Pourtant, le thème du sport irrigue plusieurs de ces fonds, qu'il soit lié aux questions d'éducation nouvelle, de démocratisation des loisirs ou de formation des jeunes. Cinq catégories de producteurs de fonds peuvent être distinguées en rapport avec le sport : les associations spécialisées dans la démocratisation des loisirs sportifs, les associations de démocratisation de la culture et des loisirs qui s'intéressent ou se consacrent partiellement à la question du sport, les mouvements intégrant le sport dans leurs pratiques pédagogiques ou culturelles, les associations relevant de l'éducation nouvelle et les fonds documentaires ou bibliographiques.

Ce travail a été réalisé dans le cadre d'une présentation de l'archiviste du PAJEP le 6 novembre 2020 au cours d'un séminaire du GREHSS (Groupe de recherche et d'épistémologie en histoire et sociologie du sport) au sein du laboratoire ACP (Analyse comparée des pouvoirs) de l'université Gustave Eiffel (Marne-la-Vallée).



16^e Festival international du Film d'Éducation Novembre - décembre 2020 – Evreux (27)

Comme chaque année, les Ceméa ont organisé à Evreux, un festival du Film d'éducation. Du fait de la pandémie, il était en ligne en 2020.



Un seul lien : <https://festivalfilmeduc.net/programmation/edition-2020/>

Don à l'INJEP Depuis septembre 2020, le Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports (CHMJS) a transmis, sous forme de don, au service de documentation de l'INJEP, situé dans le site du ministère, avenue de France et accessibles aux personnels de la direction des sports (DS) et de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), les livres, rapports et documents détenus par le Comité, qui étaient dans son armoire et non accessibles.

Ce dépôt a été accepté comme un don qui a été intégré aux collections. Du fait de ce transfert, le centre de documentation de l'INJEP devient propriétaire de ce corpus. En tant que « don », les documents seront intégrés dans le catalogue en ligne (<http://telemarque.injep.fr/>) et il sera spécifié qu'ils proviennent du CHMJS.

Ils seront également intégrés dans les rayonnages dans le respect du plan de classement, au risque d'être dispersé entre les thématiques : « Ministère Jeunesse et Sport », « Éducation populaire », « Animation », « Loisirs et Sport ».



L'éducation corporelle à l'épreuve d'un idéal démocratique : l'œuvre subversive de Pierre Parlebas (1950-2020). <http://www.theses.fr/s198430>

Thèse de Willy HUGEDET, attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) et professeur agrégé d'EPS, INSPÉ de Besançon - université de Franche-Comté, soutenue le 11 décembre 2020.

Cette thèse porte sur une analyse historique de l'œuvre de Pierre Parlebas (1934-), éducateur porteur du courant de la conduite motrice. Bien qu'invoqué par de nombreux travaux dans le champ des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), l'itinéraire de ce professeur d'éducation physique a finalement peu été appréhendé dans toute sa complexité. Quasiment absent des recherches en histoire de l'éducation, ce pédagogue fut pourtant engagé dans de nombreuses sphères telles que l'enseignement public primaire, l'enseignement public secondaire, l'éducation populaire, l'enseignement universitaire, la recherche internationale, ou encore la municipalité de la ville de Vanves. De l'École normale d'instituteurs à l'université de Paris V, en passant par le centre régional d'éducation physique et sportive (CREPS), les écoles normales supérieures d'éducation physique et sportive (ENSEPS), l'Institut national du sport (INS), l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP), et les centres d'entraînement aux méthodes actives (CEMÉA), sa trajectoire scolaire et professionnelle permet de questionner le rôle d'un certain nombre d'institutions dans la genèse d'une conception singulière de l'éducation corporelle, mais aussi dans la constitution d'un champ scientifique identifié. Chercheur pionnier, il participe en effet pleinement de la mutation des rapports entre sciences et éducation. Homme aux multiples facettes, les processus qui expliquent ses divers engagements demeurent méconnus.

Membres du jury : Cécile Collinet, professeure des universités, université Gustave Eiffel, examinatrice ; Carine Érad, maître de conférences, université de Bourgogne, membre du collège scientifique du CHMJS, examinatrice, Laurent Gutierrez, professeur des universités, université de Paris-Nanterre, membre du collège scientifique du CHMJS, examinateur, Rita Hofstetter, professeure ordinaire, université de Genève, rapporteure, Sébastien Laffage-Cosnier, maître de conférences HDR, université de Franche-Comté, co-directeur ; Jean Saint-Martin, professeur des universités, université de Strasbourg, rapporteur ; Christian Vivier, professeur des universités, université de Franche-Comté, co-directeur.

Entrer dans l'âge adulte sous contrainte socio-judiciaire. Réception de l'action publique et gouvernementalité dans les parcours des jeunes judiciairisés au pénal au Québec.



Doctorat en administration publique présenté par Marie DUMOLLARD, à l'École nationale d'administration publique (Montréal, Canada), en cotutelle internationale avec l'université de Rennes 1, le 9 décembre 2020.

Pendant leur jeunesse, les jeunes qualifiés de contrevenants au Québec sont confrontés à un double enjeu : d'une part, l'entrée dans l'âge adulte, plus complexe dans leur situation que chez leurs pairs non délinquants ; d'autre part, le désistement du crime. Ces processus individuels non linéaires se déploient sur fond de prises en charge institutionnelles au sein de l'État pénal et de son système de justice juvénile, et par l'État social dans le cadre des politiques sociales de jeunesse pour certains d'entre eux.

Coopérer pour développer l'accès des sports de plein air à la jeunesse populaire - Étude des relations entre les pouvoirs publics et les associations de tourisme sportif 1944-1996.

Thèse en STAPS soutenue par Marion PHILIPPE le 8 décembre 2020.

Autour d'une réflexion empruntée à l'histoire politique, l'étude propose de réfléchir aux relations entre pouvoirs publics et mouvement sportif à travers les associations de tourisme sportif. Il s'agit alors d'analyser les dynamiques coopératives entre acteurs de terrains et acteurs publics liées au développement des usages des destinations touristiques à des fins sportives. Le but est de rendre compte des efforts entrepris par ces deux types d'acteurs notamment autour de la construction d'infrastructures d'accueil et d'équipements sportifs indispensables pour prétendre développer une offre de tourisme sportif à vocation sociale pour les jeunes.



Membres du jury : Michaël ATTALI, professeur des universités, université Rennes II - rapporteur ; Arnaud BAUBEROT, maître de conférences, université Paris-Est Créteil Val-de-Marne ; Sandie BEAUDOUIN, maître de conférences, université Gustave Eiffel ; Julien FUCHS, professeur des universités, université de Bretagne occidentale, membre du collège scientifique du CHMJS ; Pearl Ann REICHWEIN, professeure, université d'Alberta, Canada - rapporteure ; Pierre-Olaf SCHUT professeur des universités, université Gustave Eiffel, directeur de thèse.

Un corps à soi ? Activités physiques et féminismes durant la « première vague » (France, fin du XIXe siècle – fin des années 1930).

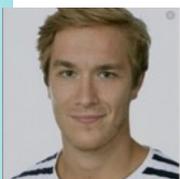
Thèse en histoire soutenue par Florys CASTAN-VINCENTE le 23 novembre 2020 à l'université Paris I - Panthéon - Sorbonne.



L'objet de cette thèse consiste à examiner les liens entre activités physiques et féminismes en France, afin d'envisager une réévaluation de la place du corps dans les mobilisations de la première vague (fin du XIXe siècle – années 1930), mais aussi de la proximité des sportives avec le mouvement féministe. La généalogie des discours sur l'infériorité physique des femmes, fondement de l'exclusion des droits universels, permet de souligner un intérêt commun des pratiquantes d'activités physiques et des militantes qui contestent l'idée d'un corps naturellement faible et malade.

Parmi les premières pratiquantes, certaines participent au mouvement féministe ; d'autres sont intégrées aux discours comme exemples des capacités physiques des femmes. La réforme du costume, qui mobilise les pratiquantes et les militantes, soulève la question de la liberté de mouvement et mène parfois au rejet de normes esthétiques perçues comme aliénantes, et à la revendication d'une nécessaire réappropriation de soi. Alors que les premières compétitions s'organisent, la presse féministe défend les participantes, et encourage les initiatives d'institutions autonomes de femmes. (...) À partir de la seconde partie des années 1920, l'alliance entre féministes et sportives se distend. Les fédérations autonomes se dissolvent, et la première vague du féminisme sportif s'éteint à la fin des années 1930.

Membres du jury : Mme Christine Bard, professeure des universités, université d'Angers ; Mme Anaïs Bo-huon, professeure des universités, université Paris-Saclay, rapporteure ; Mme Daphné Bolz, EU Research Fellow & maîtresse de conférences HDR, Westfälische Wilhelms-Universität Münster & université de Rouen-Normandie ; M. Patrick Clastres, professeur associé, université de Lausanne, rapporteur, membre du collège scientifique du CHMJS ; Mme Pascale Goetschel, professeure des universités, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; M. Pascal Ory, professeur émérite des universités, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur de la recherche.



Le « peuple du livre » à l'épreuve du « judaïsme du muscle » : les communautés juives de France et le sport (fin XIXe-1948).

Soutenance de thèse de doctorat en STAPS d'Étienne PÉNARD le 24 novembre 2020 à l'université Rennes 2.

À la fin du XIXe siècle et au moment de la création de l'État d'Israël, être juif en France ne correspond pas à la même réalité. Cette thèse observe ces mutations à travers le prisme du corps, du sport et de l'activité physique. À la Belle Époque, le « peuple du livre » prône une assimilation complète et les Juifs se désintéressent des pratiques physiques. Ils entretiennent une culture de l'étude, de la formation intellectuelle – leur corporéité ne semble exister qu'à travers l'imagerie antisémite qui la sape et qui est intériorisée. Il faut attendre le retour de la Première Guerre mondiale, et les vagues d'immigration causées par les pogroms en Europe de l'Est, pour que l'éducation physique et le sport pénètrent le quotidien des Juifs de France. Le « judaïsme du muscle » que Max Nordau appelait de ses vœux dès 1898, est entendu. Cette thèse repose sur un corpus d'archives de différentes natures, permettant d'observer la naissance et le parcours d'une myriade de clubs, de mouvements de jeunesse, d'initiatives philanthropiques. Ces institutions promeuvent le sport dans la culture juive pour les hommes, les femmes et la jeunesse, et orchestrent la régénération des corps. Ce projet de recherche entend saisir les modalités d'appropriation des pratiques physiques et sportives par les communautés juives de France. Les vertus et les missions du sport touchent à des problématiques variées.

Membres du jury : Michaël Attali, professeur des universités, université Rennes 2, directeur de thèse ; Daphné Bolz, maîtresse de conférences HDR, université de Rouen-Normandie ; Olivier Chovaux, professeur des universités, université d'Artois ; Julien Fuchs, professeur des universités, université de Bretagne Occidentale, membre du collège scientifique du CHMJS, rapporteur ; Doriane Gomet, maîtresse de conférences, université catholique de l'Ouest, membre du collège scientifique du CHMJS, co-directrice de thèse ; Laura Hobson Faure, professeure des universités, université Panthéon-Sorbonne-Paris 1, rapporteure.

La diplomatie sportive entre la France et l'URSS, des années 1920 à l'année 1991. Acteurs, échanges et stratégie.

Thèse de doctorat soutenue le vendredi 11 décembre par Yannick DESCHAMPS à l'université de Strasbourg.



Membres du jury : Olivier Chovaux, professeur des universités, université d'Artois (pré-rapporteur) ; Sophie Cœuré, professeure des universités, université Paris-Diderot (présidente) ; Sylvain Dufraisie, maître de conférences, université de Nantes (examinateur) ; Justine Faure, professeure des universités, université de Lille (pré-rapporteure) ; André Gounot, professeur des universités, université de Strasbourg (directeur).



Communication du CHMJS

Diffusion prévisionnelle des prochaines Lettres du CHMJS

Lettre n° 37 – Date limite de réception des articles : 15 janvier 2021 – Diffusion : fin janvier.

Lettre n° 38 – Date limite de réception des articles : 26 février 2021 – Diffusion : mi-mars

Contacts : Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

95, av. de France - 75013 - PARIS - comitehistoireMJS@jeunesse-sports.gouv.fr

Si vous souhaitez ne plus recevoir cette lettre, envoyez un message à l'adresse courriel du Comité.

Si vous souhaitez faire abonner un ami, transmettez à cette adresse courriel ses coordonnées (avec son accord préalable)

Ont contribué à la rédaction de ce numéro : Denise BARRIOLADE, Laurent BESSE, François BODDAERT, Michel CHAUVEAU, Pierre FRANÇOIS, Julien FUCHS, Martine GUSTIN-FALL.